Temps ordinaire - 9e Semaine: Mardi

Texte de l'Évangile (*Mc* 12,13-17): On envoya à Jésus des pharisiens et des hérodiens (…) et ceux-ci viennent lui dire: «Maître (…): Est-il permis, oui ou non, de payer l'impôt à l'empereur? Devons-nous payer, oui ou non?». Lui (…) leur dit: «Faites-moi voir une pièce d'argent». Ils le firent, et Jésus leur dit: «Cette effigie et cette légende, de qui sont-elles?». «De l'empereur César», répondent-ils. Jésus leur dit: «A César, rendez ce qui est à César, et à Dieu, ce qui est à Dieu» (…).

L'État politique: la légitimité et les limites

REDACTION evangeli.net (réalisé à partir de textes de Benoît XVI)
(Città del Vaticano, Saint-Sige)

Aujourd'hui, Jésus répond aux pharisiens que, si l'empereur romain est le garant de la loi, alors il peut exiger l'obéissance. Toutefois, ce niveau d'obéissance est, en même temps, limitée: ce qui est du "César" et ce qui est de Dieu. Lorsque le "César" s'érige en Dieu, il dépasse ses limites, et lui obéir serait nier Dieu.

Compte tenu de ces corrélations, nous découvrons une vue très sobre de l'État: dans la mesure qui garantit la paix et la loi, ces corrélations correspondent à une disposition divine (une espèce d'ordre créaturel). Il faut respecter l'État justement dans son caractère profane; sa nécessité découle de l'essence de l'homme comme "animal sociale et politique". En même temps, il existe une démarcation de l'État: il ne peut pas sortir de son lieu; il doit respecter au plus haut niveau la "loi de Dieu".

—"Adorez seulement le Seigneur". Le refus d'adorer l'empereur et, en général, le refus d'adorer l'État, au fond, est tout simplement le rejet de l'État totalitaire.